

➤ Circulaire PRMX1124533C du 14 septembre 2011

La circulaire du Premier ministre rappelle les régimes d'autorisation applicables, d'une part pour les systèmes de vidéoprotection installés sur la voie publique ou dans des lieux ouverts au public et d'autre part ceux dans des lieux non ouverts au public.

S'agissant du visionnage de la voie publique et des lieux ouverts au public, il est précisé que l'installation de systèmes de vidéoprotection doit être soumise à l'obtention d'une autorisation préfectorale, après avis de la commission départementale de la vidéoprotection, présidée par un magistrat judiciaire. Les systèmes permettant d'utiliser les images afin d'identifier les personnes physiques, via des fonctionnalités spécifiques telles que la reconnaissance faciale, doivent, en sus, être soumis à la Commission nationale de l'informatique et des libertés CNIL.

Pour le visionnage des lieux non ouverts au public, les systèmes constituent un traitement automatisé de données à caractère personnel soumis aux dispositions de la loi « informatique et libertés » car les images font l'objet d'un enregistrement et d'une conservation, et non d'un simple visionnage, et de surcroît le responsable du traitement ou les agents, ayant accès aux enregistrements peut identifier les personnes filmées. En présence de ces deux conditions, une déclaration auprès de la CNIL devra être faite.

Pour les systèmes dits mixtes, c'est-à-dire traitant à la fois des images prises dans des lieux non accessibles au public et des images prises dans des lieux ouverts au public ou sur la voie publique, le préfet devra délivrer une autorisation préalable à l'installation du système et la formalité préalable applicable auprès de la CNIL devra également être effectuée.